

La Gauche après la crise et après Obama

U. Montréal, 21 April 2009

Est-ce que la gauche américaine, sous l'impulsion d'Obama, trace un chemin de retour possible pour la gauche européenne ? C'est là, *grasso modo*, la question à laquelle on nous demande de réfléchir. J'y vois d'abord une ironie et ensuite une ambiguïté.

L'ironie, c'est que quand je me suis mis à étudier la politique française il y a 40 ans, on ne parlait de la gauche américaine que pour s'en moquer, ou presque. L'idée de prendre le Parti Démocrate comme modèle pour le renouvellement de la gauche européenne m'aurait paru comme une mauvaise plaisanterie. Mais le temps passe vite, et un mois en politique, c'est une éternité, comme dit l'autre. Quarante ans, c'est une époque et une vie.

L'ambiguïté, c'est que si on veut poser un « modèle Obama », on pourrait penser qu'il aurait fallu choisir d'abord entre, d'une part, le candidat Obama et, d'autre part, le président. En fait, je tâcherai de vous convaincre que c'est là un faux dilemme.

Mais à première vue il semblerait que les partis aient tranché et que c'est plutôt le candidat Obama qui les intéresse. On scrute sa technique, comme s'il s'agissait d'un mécanisme plutôt qu'un art. Les Socialistes français, par exemple, voudraient pénétrer son secret, mais ils s'y prennent mal. Ils envoient des délégations en Amérique pour étudier son utilisation d'Internet ou sa rhétorique. On se penche sur sa maîtrise des technologies du *fund-raising* ou sa multiplication de réunions entre particuliers.

Sans doute tout cela n'est-il pas sans importance, mais il faut se rendre à l'évidence : même avec toute la nouvelle technologie, même avec tout le professionnalisme d'une équipe bien rodée, la victoire n'aurait pas été au rendez-vous n'était-il pas pour trois facteurs capitaux, qui ne se reproduiront point : George Bush battait tous les records de l'impopularité ; John McCain était un candidat sans éclat, qui a fait beaucoup d'erreurs, et qui n'avait pas le soutien de tout son camp ; et une crise économique sans précédent aura atteint son paroxysme pendant la phase critique de la campagne. Obama était le bénéficiaire de toutes ces circonstances, qu'il n'a pas créées.

Ce n'est pas dire que le candidat n'était pour rien dans sa victoire, tant s'en faut. Mais de quel genre de victoire s'agit-il ? Pour certains, comme Ruy Teixeira et John Judis, l'élection d'Obama est l'aboutissement d'une transformation démographique profonde qui laisse présager une domination durable du Parti Démocrate. Pour ma part, je suis moins sûr que la conquête du pouvoir ait ce caractère *structural*. Car je ne me rappelle que trop bien mes sentiments il y a quatre ans et quelques mois seulement, le lendemain de la réélection de George W. Bush. Je désespérais de l'avenir non seulement du Parti Démocrate mais aussi de la démocratie en Amérique elle-même. Mais l'un des traits nouveaux de notre paysage politique est justement la volatilité des passions des électeurs. Si – pour simplifier – c'est la peur du terroriste qui a fait réélire Bush, c'est la crainte d'une Dépression qui a fait élire Obama.

À mes yeux, malgré cette volatilité, les grandes lignes de notre affrontement politique restent plus ou moins inchangées. Pour provoquer au maximum, j'irais jusqu'à dire que le Parti Démocrate reste le parti des boursiers, des banquiers, et des éboueurs, alors que le Parti Républicain est toujours le parti des héritiers, des héros, et des harangueurs, ou, autrement dit, de ces petits blancs en colère, style Joe le Plombier.

Et le match reste très serré. En fin de compte, c'est un match entre deux élites : l'intelligence et la fortune disputent l'approbation du peuple, qui, au fond, n'aime ni l'une ni l'autre. La véritable leçon de la campagne Obama n'est donc pas à chercher parmi les divers trucs techniques qu'on a pu mobiliser en sa faveur. Il s'agit plutôt d'une nouvelle conception de la formation au métier du politique. C'est une formation qui passe par un retour à la base après un séjour parmi l'élite, et ses effets sont évidents non seulement dans le style du candidat mais aussi dans sa conception de la gouvernance une fois arrivé au sommet.

Je m'explique. Comment puis-je affirmer que le Parti Démocrate est un parti dont la direction est tombée dans l'escarcelle des boursiers ? Je vous invite à considérer les trois derniers présidents Démocrates. Carter doit sa connaissance du monde à la Marine, où il faisait partie d'un corps d'élite: les sous-marinières. Clinton est passé par Yale et Oxford. Et Obama, comme chacun sait, s'est distingué à Columbia et Harvard. Même Kennedy s'est servi de l'université comme d'une sorte de savonnette à vilain. De tous les présidents Démocrates depuis la Deuxième Guerre mondiale, il n'y a que Lyndon Johnson qui n'est pas passé par une université ou un corps d'élite pendant sa jeunesse. Mais la présidence lui est dévolue par un caprice des dieux ; il n'a pas conquis le parti.

Et alors ? direz-vous. Où est le problème ? La promotion par le mérite sert de contrepoids à l'influence, imparable, de la richesse. Tocqueville le savait déjà : « Le gouvernement de la démocratie, dit-il, est favorable à la puissance politique des légistes », c'est-à-dire des avocats éclairés, ou, d'une manière plus générale, des premiers de la classe. « Les légistes aiment le gouvernement de la démocratie, sans partager ses penchants, et sans imiter ses faiblesses, double cause pour être puissant par elle et sur elle », dit-il encore. Dans l'esprit de Tocqueville, donc, le peuple accepte le gouvernement des forts en thème, même si ces derniers « s'efforcent sans cesse de le diriger suivant une tendance qui n'est pas la sienne, et par des moyens qui lui sont étrangers ». Pourquoi ? Parce qu'on reconnaît d'instinct le besoin d'un principe de gouvernement contraire à celui du règne incontrôlé de l'intérêt.

Mais ce contre-pouvoir de l'intelligence provoque à son tour une réaction. Cette réaction est à l'origine de l'une des contradictions fondamentales de nos sociétés démocratiques. Il nous faut un mécanisme de sélection et de promotion pour assurer la nécessaire circulation des élites, mais cela suscite dans une partie de la population un ressentiment très fort contre les bénéficiaires de cette sélection, dont la vie est moins précaire et plus protégée que celle de leurs contempteurs.

Ce ressentiment, on le voit très clairement dans certains aspects de nos guerres culturelles. Aux États-Unis certains stigmatisaient le prétendu « élitisme » du candidat de la gauche à cause de son goût de la salade à roquette ou son peu de penchant pour le bowling, alors que son opposant, propriétaire de sept maisons et mari d'une héritière fortunée, était fort du soutien de Joe le Plombier. En France nombreux sont ceux qui dénoncent les prétentions des énarques, alors que le président de la République affiche sa répugnance pour *La Princesse de Clèves* comme une preuve de sa solidarité avec le pays réel. Les signes d'appartenance à la classe de boursiers déracinés sont tournés en autant de marques d'inauthenticité et donc de trahison de l'intérêt général en faveur de ce nouveau groupe, sinon de l' élu lui-même.

En France, les traditions de l'État administratif légitiment en quelque sorte le règne de l'intelligence. Mais aux États-Unis, il faut quelque chose de plus. Si on n'est pas seulement un « décider », si on souhaite s'imposer comme un politique qui pense, il faut rassurer l'électeur qu'on se tient non pas au-dessus de lui mais à ses côtés. C'est pourquoi chacun des candidats

réussis de la gauche a cru bon de se reconstruire une vie de base, pour ainsi dire, après son passage par une institution d'élite. Carter s'est consacré à ses cacahouètes, et Clinton s'est retourné à son Arkansas natal. Mais le cas d'Obama est plus intéressant encore, parce qu'il a choisi la vie d'un *community organizer*.

Je ne sais pas si une bonne traduction existe en français. Un *community organizer*, ce n'est pas exactement un militant au niveau local. C'est plutôt un animateur, une sorte d'intercesseur maïeutique. C'est quelqu'un qui sait traduire les vœux latents d'une petite société en actes patents en vue de certains buts précis, certes, mais plus encore en vue d'ambitions plus ambigües et le plus souvent non-explicitées. Et je dis bien une petite société, trop petite pour procéder contre ses adversaires par la force ou l'intimidation : un *community organizer*, c'est un fin stratège qui sait que la victoire ne passe pas par la conquête, que les rapports de forces ne permettent pas de contempler le renversement de l'opposition, et qu'il faut le plus souvent chercher la voie du compromis.

Cette forme d'engagement enseigne donc le politique comme art et métier. On apprend que la bonne méthode est de suivre son *instinct*. Le *community organizer* ne sait pas au début où il va ou jusqu'où il peut aller, mais il se laisse diriger par son instinct du possible, par son intuition du bien, et par sa conviction que, même si les forces en face sont puissantes, il lui reste toujours une précieuse marge de manœuvre.

Certaines des qualités qui faisaient d'Obama un bon candidat, il les a acquises pendant son passage par la base. Un tel apprentissage familiarise le futur candidat avec les passions et les intérêts de ceux et de celles qu'il souhaite représenter. Il apprend que le peuple n'est pas une simple catégorie dans les tableaux statistiques. Il développe des façons de parler, de cajoler, d'amadouer.

Cela tranche avec le rapport au citoyen que favorise, par exemple, le cumul des mandats, qui constitue l'essentiel du lien entre le pouvoir central et la vie locale en France. Le cumul des mandats met la sommité nationale à la portée du citoyen de base, mais avec ce dernier dans la posture d'un suppliant devant un potentat. Au *community organizer*, par contre, appartient le double rôle de jeune leader à l'intérieur de la communauté et de suppliant envers les instances extérieures. Une telle activité, menée entre deux mondes, exige donc l'apprentissage d'une certaine souplesse.

Cette même souplesse, on la voit très bien dans les choix du Président Obama. Il cherche le compromis un peu partout : avec les Républicains sur les impôts, avec les banquiers sur la régulation, avec la CIA sur la torture (cela me peine beaucoup de le dire, mais c'est un fait), avec les Iraniens sur le nucléaire. C'est trop tôt pour savoir si ça va marcher ou pas. Le compromis, ce n'est pas forcément la meilleure méthode en toute circonstance. Mais pour ceux qui, comme moi, étaient très critique à l'égard d'un exécutif qui cherchait à s'imposer systématiquement sur les autres branches du gouvernement, il serait mal venu de se plaindre que le nouveau président semble respecter les prérogatives de celles-ci.

Il n'y a pas donc solution de continuité entre le candidat qui fut et le président qu'il est devenu. Il reste un homme qui cherche sa voie en tâtonnant, sachant que la communauté qu'il organise maintenant, la communauté à la recherche d'une plus grande justice qu'est la gauche, ne coïncide ni avec la nation ni avec le peuple, et donc qu'en justifiant son action, il vaut mieux ne pas vouer l'opposition aux gémonies. Il est le réformateur par excellence, et, qui plus est, il

comprend que les erreurs de notre politique relèvent autant de la déformation de nos désirs que des fautes de nos dirigeants.

Et pourtant, est-ce un bon exemple pour la gauche européenne ? Je ne sais pas. Ce n'est toujours pas évident que ça va marcher, même dans un pays où l'image révolutionnaire est moins prégnante au sein de la gauche qu'en Europe. Et la menace populiste pèse sur lui comme sur le centre-gauche européen. En France, le trotskyste Olivier Besancenot monte en flèche dans les sondages, et la partie de la classe ouvrière qui s'était ralliée à Sarkozy se trouve de plus en plus rétive. La tentation pour le Parti Socialiste de faire appel à ces têtes chaudes est donc forte, mais à mon avis ce serait une erreur grave d'y céder. Même en France les élections présidentielles se jouent désormais au centre.

Là, peut-être, il ne serait pas inutile de tenir compte de l'exemple du *community organizer* de la ville de Chicago, d'imiter sa souplesse et son refus de rivaliser avec les plus grandes gueules. Mais une telle retenue n'est peut-être pas dans les gènes des Socialistes, qui ont beaucoup de mal en ce moment à faire une place aux jeunes, à ouvrir leurs rangs à des hommes et des femmes issus de l'immigration, à renouveler leur modèle de leadership, voire à choisir un leader acceptable à tous les courants du parti. C'est un spectacle lamentable à voir, et c'est probablement déjà trop tard pour y remédier avant la prochaine échéance présidentielle. C'est triste à constater, mais à mes yeux le meilleur espoir de ce parti est, *horrible dictu !*, que la crise va de mal en pire, que Sarkozy s'effondre complètement, et que Dominique Strauss-Kahn revient du FMI à temps pour récupérer sa mise et s'y imposer. Mais il n'a pas du tout le profil d'un *community organizer*. Grand commis de l'État et maintenant fonctionnaire de l'économie mondiale, ancien militant de gauche ainsi qu'ancien élève de Sciences Po et de HEC, docteur en économie et ex-prof de l'ENA, il a une formation qui sied peut-être mieux à l'État français que celle du type qui aurait passé huit ans de sa vie à lutter aux côtés des habitants de Sarcelles. Mais il ne faut pas s'étonner alors qu'il y a comme une distance entre lui et le peuple de gauche qui aurait permis à une autre, sans doute moins qualifiée, de le vaincre dans la course à l'investiture.

[fin]